

Isabelle LE BOULANGER, *Femmes d'exception en Bretagne sous l'Occupation. Portraits croisés de résistantes hors norme*, Spézet, Coop Breizh, 2020, 196 p.

Dans ce nouvel ouvrage, Isabelle Le Boulanger exploite des fiches de dépouillement, conservées dans les Archives départementales des cinq départements bretons et tirées des dossiers de demande de la carte de combattant volontaire de la Résistance (CVR) – le féminin n'existe pas – qui lui avaient servi à écrire *Bretonnes et Résistantes (1940-1944). Approche sociohistorique d'un engagement hors norme*, publié chez Coop Breizh en 2018⁵⁹. Elle avait alors donné une brève notice biographique de 1 173 résistantes. L'autrice creuse le sillon en suivant les itinéraires d'un certain nombre d'entre elles, connues comme Jeanne Bohec-Rateau, *La plastiqueuse à bicyclette* pour reprendre le titre de ses mémoires de guerre, ou méconnues. Mais, faute d'index, il n'est pas possible de préciser le nombre de résistantes retenues ni d'ailleurs les critères du choix qui ne sont pas précisés. Toutefois, la focale a été élargie puisque l'étude concerne aussi des Bretonnes de la France libre et suit les engagements publics de résistantes à la Libération et après.

S'appuyant sur les travaux existants, I. Le Boulanger replace, à juste titre, l'engagement résistant des femmes dans le contexte social, politique et mental des années 1940, ce qui en fait, au-delà des risques, un choix remarquable et encore plus transgressif que celui des hommes. Dans une approche genrée, elle insiste fortement sur la situation de dépendance des femmes vis-à-vis des hommes (père, mari, frère), à un moment où, n'ayant pas le droit de vote, elles ne sont pas citoyennes à part entière. L'ouvrage se découpe en quatre chapitres, chacun étant suivi d'une annexe qui illustre un point particulier : « Les grandes dames de la Résistance bretonne ne sont pas toutes bretonnes ! » ; « L'affirmation de l'identité bretonne au sein des FFL » par le truchement de l'association *Sao Breizh* ; la question du témoignage des rescapées des camps nazis à travers le cas de Suzanne Bouvard-Latapie revenue s'installer en 1950 dans son village natal de Saint-Marcel détruit par les Allemands en 1944 ; la carrière de la militante communiste Madeleine Marzin, originaire de Loudéac, qui a organisé la manifestation de ménagères de la rue de Buci à Paris le 31 mai 1942 (deux Allemands tués par le service de protection du Parti communiste français).

Le premier chapitre, « Résister en Bretagne », détaille à partir d'exemples la typologie des actions dévolues aux résistantes qui relèvent des tâches féminines et de la sphère privée : l'hébergement, le ravitaillement, le soin, le secrétariat et le sauvetage de juifs, mais aussi les interventions publiques : propagande, manifestations de ménagères comme celle des femmes communistes à Brest le 28 avril 1942, agentes de liaison (Marie Krebs, au maquis de Saint-Marcel, future épouse du parachutiste SAs Chamming's, rédactrice d'un récit mémoriel) et convoyeuses d'aviateurs.

59. Cf. le compte rendu de Jacqueline Sainclivier, *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. xcvi, 2019, p. 545-547.

L'autrice précise, en retenant leur nom de jeune fille, les engagements des épouses et des filles de résistants connus dans les réseaux de renseignement (familles Gallais à Fougères, Vourc'h à Plomodiern, Pétrement à Morlaix). Des femmes ont parfois un rôle moteur comme dans le cas de Suzanne Saint-Martin, épouse Wilborts, de « La Bande à Sidonie » à Bréhat, et de sa fille, la future Marie-José Chombart de Lauwe. En 1943, Sabine Cochin, épouse de La Barre de Nanteuil, installée à Theix près de Vannes, s'occupe de l'évasion d'aviateurs alliés. En 1944, ses deux filles, agentes de liaison du mouvement Libération-Nord, sont arrêtées.

Plus neuf, le second chapitre, « Résister depuis l'étranger », s'intéresse aux jeunes femmes engagées dans la France libre au sein du Corps féminin des volontaires françaises. Au Service historique de la Défense, l'autrice a identifié cinquante-cinq femmes nées en Bretagne et suivi les parcours de quelques-unes (motivations, passage vers Londres, formation militaire) tout en soulignant qu'elles occupent dans les armées (78 % dans l'Armée de terre) des fonctions genrées. Leurs affectations ne remettent pas en cause la division sexuée des tâches mais leurs chefs masculins soulignent leur fort engagement. Quatre Bretonnes sont mises en lumière : les Brestoises Marie-Madeleine Gélén et Jeanne Bohec, une des cinq femmes françaises libres parachutées en France en 1944 ; Marie-Louise Cloarec, qui sert dans les transmissions, et Évelyne Clopet, agente du plan Sussex, torturée et tuée le 9 août 1944.

Le troisième chapitre, « Mourir pour la France », concerne des résistantes mortes sous la torture, la Briochine Mireille Chrisostome, la responsable communiste Thérèse Pierre, de Fougères, pendue dans sa cellule à Rennes, Agnès de La Barre de Nanteuil, décédée de ses blessures. Sont aussi évoquées des femmes victimes des exactions des Allemands et de leurs supplétifs « Russes blancs », violées, massacrées lors de l'attaque des maquis, mortes en déportation ou décapitées en Allemagne, aussi bien du réseau Alliance que du réseau Buckmaster (les Nobilet en Ille-et-Vilaine). De nombreuses familles paient un lourd tribut : les Jézéquel à Lézardrieux, les Le Guennec à Quimper, les Génot à Quimperlé.

Le dernier chapitre, « Dans la dynamique de la Résistance », est consacré au devenir des résistantes après la guerre. L'autrice y souligne leur très faible place dans les comités départementaux et locaux de la libération et dans les municipalités élues en 1945 (de très rares femmes maires) et ensuite. La parenthèse se referme en 1945, la femme doit reprendre sa place au foyer et ses fonctions d'épouse et de mère. Mais le droit de vote féminin et le mode de scrutin (proportionnelle) obligent les partis à présenter au moins une femme sur leur liste, le Pcf étant le seul à placer un nombre non négligeable de femmes en position éligible. En Bretagne, si le Mouvement républicain populaire (MRP) fait élire trois femmes en 1945, c'est parce que le parti démocrate-chrétien obtient des résultats très élevés, ce que l'étude ne précise pas en présentant les carrières de Marie-Madeleine Dienesch, Renée Prévert et Marie Texier-Lahoulle. Le Pcf a aussi deux députées à la faveur du départ du titulaire du siège : Hélène Le Chevalier-Lejeune (1947) et Marie Perrot-Lambert (1948). Deux

résistantes députées accèdent au pouvoir comme secrétaires d'État, mais pas comme ministres, plus de vingt ans après la guerre : Marie-Madeleine Dienesch, députée des Côtes-du-Nord, de 1945 à 1981, ralliée à l'Union des démocrates pour la République (UDR), de 1968 à 1974, seule femme dans tous les gouvernements de 1968 à 1973, et la députée du Finistère Suzanne Ploux (avril 1973-février 1974). Le parcours d'Yvonne-Louise Pétrement, première femme consule, dans un milieu diplomatique très masculin, est assez unique mais elle doit recourir au Conseil d'État en 1977 pour faire reconnaître ses droits à pension au niveau des postes qu'elle a occupés.

Des informations reprises des dossiers CVR sans analyse critique posent problème à l'historien. Le déclaratif ne correspond pas toujours à la réalité historique : ainsi sur les dates d'entrée en résistance ou l'appartenance aux organisations. Par exemple, Yvette Le Cerf, l'épouse de Pierre Le Quéinec qui a réorganisé le PCF clandestin à Saint-Brieuc et dans les Côtes-du-Nord à l'automne 1940, morte en déportation le 29 mai 1944, a rejoint « les FTP en janvier 1941 », alors que cette organisation de lutte armée communiste n'est créée qu'au printemps 1942 (p. 118), même chose pour Germaine Corcé qui « rallie les FFI en 1943 » officiellement créées en février 1944 (p. 136). Quant au « gaulliste » Marcel Rupied, maire de Vitré pendant et après la guerre, c'est en fait un notable pétainiste (p. 150). Le fait d'avoir adhéré au Rassemblement du peuple français (RPF) gaulliste en 1947-1949 n'en fait pas un résistant gaulliste pour autant. Deux erreurs gênantes concernent les postes diplomatiques occupés par Yvonne-Louise Pétrement : à Haïti, « ce département français extrêmement pauvre » (p. 161) et à Port-Gentil en 1973 où « elle découvre l'Afrique-Équatoriale française », en fait deux territoires colonisés indépendants depuis 1804 et 1960. Gageons que ces deux erreurs ont échappé à la relecture.

Il n'en reste pas moins que le projecteur braqué sur l'engagement de femmes de Bretagne sous l'Occupation, au-delà de quelques héroïnes connues, apporte une contribution intéressante à la connaissance du rôle, longtemps minoré, des femmes dans la Résistance. Un cahier photographique d'une trentaine de résistantes, pendant ou après la guerre, est bienvenu.

Christian BOUGEARD

Michel CATALA (dir.), *Les poches de l'Atlantique 1944-1945. Le dernier acte de la Seconde Guerre mondiale en France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, 323 p.

À l'occasion de la commémoration du 70^e anniversaire de la libération de Saint-Nazaire, un colloque a réuni une vingtaine d'historiens dans cette ville qui fut une des poches de l'Atlantique en 1944-1945 et la dernière libérée le 11 mai 1945. L'ouvrage, publié sous la direction de Michel Catala, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Nantes, en est issu. Sa structure en montre l'ambition